

Coronavirus : l'occasion d'en finir avec la “sinodépendance” ?

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 26 avril 2020

Source [Valeurs actuelles] Parmi les réalités mises en lumière par l'épidémie de Covid-19, notre assujettissement à la Chine, mélange de complaisance politique et de dépendance économique. Saurons-nous, après la crise, mettre fin à cette sujétion, se demande Yves Laisné, essayiste, docteur en droit et chef d'entreprise.

Restent mal déterminées, si ce n'est mystérieuses, les origines exactes de la contamination des humains par le coronavirus, provoquant la pneumonie dite Covid-19, qu'il est préférable, comme le préconise le président Trump, d'appeler “virus chinois”, pour en souligner l'origine géographique, qui est, elle, indiscutée. Ce qui semble également avéré est que la dictature chinoise a, dans un premier temps, [tenté de camoufler la gravité de l'épidémie](#) et que les gouvernements des pays civilisés, notamment d'Europe, ont hésité à prendre à l'égard des relations commerciales avec la Chine la seule mesure qui s'imposait : la fermeture hermétique des frontières de l'Union européenne à tout voyageur et à toute marchandise venant de Chine, y compris en procédant, comme l'ont fait certains pays, à une analyse du trajet des voyageurs venant d'autres pays, ce que l'informatique permet aisément.

Cette mesure eût été infiniment moins brutale que le confinement arbitraire et liberticide de 67 millions d'habitants, pour la seule France (avec les autres pays... contaminés par le confinement, on atteint 3 milliards d'humains), confinement dont l'efficacité réelle est discutée et les effets secondaires (psychologiques, économiques et sociaux) ne seront connus que plus tard. Pourquoi cette fermeture des frontières, mesure de bon sens, n'a elle-même pas été évoquée ? Force est de pointer ce que j'appelle la “sinodépendance”.

Cette sinodépendance est d'abord économique. Destabilisées par la fin de la guerre froide et de l'alternative communiste en Europe, les économies dirigées ou mixtes des pays latins, dont la France est l'archétype et, à un moindre degré, d'autres pays de l'Europe occidentale, ont dû s'adapter à ce qui est devenu la globalisation sans vouloir rien lâcher de leurs systèmes bureaucratiques de contrôle économique et social. Le décalage entre la demande de pouvoir d'achat des consommateurs et les coûts de production imposés par les prélèvements obligatoires a conduit d'abord à l'endettement croissant des États, pour faire face à la croissance exponentielle de la dépense publique sans pouvoir augmenter en proportion les recettes fiscales. Mais il a également conduit à une recherche d'abaissement des coûts de production par le recours à une main-d'œuvre meilleur marché.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

26/04/2020 06:00